



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 20 JANVIER 2016
GEMEENTERAAD VAN 20 JANUARI 2016

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Tania Dekens, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhroufi, Khadija Tamditi, Hicham Chakir, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Sarah Turine, *Échevin(e)/Schepen* ;
Houria Ouberri, Mohammadi Chahid, Badia El Belghiti, Khadija El Hajjaji, Olivia PTito, Luc Léonard, Dirk Berckmans, Hassan Ouassari, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:00
Opening van de zitting om 19:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

20.01.2016/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la fermeture de l'agence BNP Paribas Fortis.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne dont le texte se trouve en annexe.

Le Conseil prend connaissance.

Department Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie betreffende de sluiting van het agentschap BNP Paribas Fortis.

DE RAAD,

Neemt kennis van de burgerinterpellatie waarvan tekst in bijlage.

De Raad neemt kennis.

20.01.2016/A/0002 **Département Services généraux et Démographie**

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ikazban, conseiller communal PS, relative à la fermeture des guichets et distributeurs de billets de banque.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Ikazban, conseiller communal PS, relative à la fermeture des guichets et distributeurs de banque, dont le texte suit:

Madame la Bourgmestre,

Chers collègues,

Je voudrais revenir sur un sujet qui fait à nouveau les titres de l'actualité, la énième fermeture d'agence de banque :

En effet, la BNP Paribas, située sur la chaussée de Gand, vient de mettre la clef sous le paillason.

Une banque qui fait jaser parce que surcapitalisée, et qui prévoit de verser un dividende de deux milliards d'euros à sa maison mère, avant la fin de l'année, mais qui paradoxalement va licencier 1050 personnes en trois ans, selon son nouveau plan social VISION 2020.

Certains d'entre vous, s'en souviennent peut-être, mais en mai dernier, j'avais abordé ce sujet, lors du conseil communal consacré au Budget. J'avais mis en garde contre les risques liés à votre décision communale de taxer les distributeurs de banque.

La fermeture des banques est une chose mais la disparition des distributeurs est une catastrophe pour la population et avec ce genre de taxe vous n'incitez pas les banques à les maintenir !

Molenbeek a ainsi été délestée de pas moins de 7 guichets.

Les séniors, les personnes à mobilité réduite, les personnes en difficultés seront contraints à présent de modifier leurs habitudes.

De manière générale, depuis que vous êtes au pouvoir, le centre de Molenbeek-Saint-Jean, une des zones les plus densément peuplée du pays, est dans une situation dramatique en matière de services à la population :

- 1) il y a un manque flagrant de bureaux de poste ;
- 2) d'agences bancaires ;
- 3) et de distributeurs de billets.

On ne compte plus que deux bureaux de poste pour 97 000 habitants !

Je vous rappelle que B-Post avait fermé de manière inconséquente deux bureaux, en juillet dernier, l'un sur la chaussée de Gand ; l'autre sur le boulevard Léopold II.

Des citoyens vous avaient interpellée sur le sujet, il y a presque deux ans, Madame la

Bourgmestre, à la suite de la fermeture de l'agence Belfius Etangs Noirs. Monsieur Abderrahim Zemouri était le porte-parole des Molenbeekois qui s'étaient déplacés jusqu'ici afin de faire entendre leur voix, leurs inquiétudes, et réclamer le soutien de la commune pour que la banque, qui avait été largement renflouée par l'Etat, continue d'offrir un service minimum à la population, à proximité des Etangs Noirs. D'autant que les nombreux commerçants et leurs clients ont besoin d'un tel service.

Ce soir-là, j'avais avec d'autres collègues soutenu cette demande citoyenne et j'avais même fait remarquer que les trois distributeurs de billets de banque encore en activité étaient mal agencés, et situés à l'extérieur. Le minimum avais-je précisé aurait été d'avoir des guichets à l'intérieur, accessibles aux personnes à mobilité réduite, et dont les écrans permettraient à tout citoyen, quel que soit son degré de mobilité, d'effectuer des opérations bancaires en toute sécurité.

J'avais également rappelé que la location du rez-de-chaussée l'agence Wafabanque, située sur la chaussée de Gand, était conditionnée à l'installation d'un distributeur automatique de billet, qui tardait à être mis en place. Je suis heureux de voir que j'ai été écouté.

Cet exemple n'est pas anodin car il indique que nous avons une marge de manœuvre, au niveau communal, quand il y a de la volonté et de l'imagination.

Aujourd'hui, je me mets à la place de ces citoyens qui s'étaient exprimés, ici même, en janvier 2014, et je me dis qu'on ne les a non seulement pas écoutés, mais qu'en plus, on a laissé les choses se dégrader jusqu'à ce que l'on voit se refermer les uns après les autres les bureaux de postes, les agences de banques, et autres bancontacts, dans notre commune. Rien qu'au centre de Molenbeek, les distributeurs ont été réduits à deux pour 26 000 habitants !

Madame la Bourgmestre, j'aimerais essayer de comprendre cette indifférence et ce manque de réactivité face à une population déjà tellement malmenée :

- Qu'avez-vous fait pour enrayer l'exode de ces institutions importantes pour la population et les commerces de la commune ?
- Que fait la commune pour pallier cette carence ?
- Vous qui vouliez redynamiser les commerces, n'êtes-vous pas inquiète de cette fuite ? Pourriez vous expliquer vos actions pour y remédier ?

On veut des réponses, du concret, des explications qui tiennent la route !

On n'acceptera pas les « c'est pas moi ; c'est lui »

La situation est suffisamment grave et inquiétante alors que plus personne ne semble se soucier des Molenbeekois.

Je vous remercie pour vos réponses

Jamal ikazban

Chef de groupe PS

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ikazban,
gemeenteraadslid PS, betreffende de sluiting van de loketten en bankautomaten.

De Raad neemt kennis.

20.01.2016/A/0003 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur De Block, conseiller communal PTB-PVDA, relative au manque de services de proximité dans le centre de Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur De Block, conseiller communal PTB-PVDA, relative au manque de services de proximité dans le centre de Molenbeek-Saint-Jean, dont le texte suit :

Dans le Centre de Molenbeek, ou vivent près de 27 000 personnes, on ne compte plus que 2 distributeurs de billets, alors qu'il y avait 5 avant. Cette baisse drastique de l'offre est la conséquence de la fermeture, depuis le 21 novembre, de l'agence BNP Fortis qui se trouvait au début de la chaussée de Gand. Deux distributeurs pour 26 000 personnes, dans un quartier commerçant très densément peuplé, c'est beaucoup trop peu. Par jour de marché, c'est une file ininterrompue de 20-30 habitants qui doivent attendre pour pouvoir retirer de l'argent.

Si nous voyons un peu plus loin, nous faisons le même constat: nous avons vu diminuer le nombre de distributeurs dans le quartier Molenbeek Historique de 8 à 3 distributeurs (avec celui de chaussée de Gand). Si nous comptons Etangs Noirs avec, le constat de la diminution reste valable.

Cette désertification des services est encore plus pénible quand nous prenons en compte les agences de banque, la poste ou encore, les mutuels.

Quant aux clients de la banque Fortis PNB Paribas qui voudraient avoir recours à un service au guichet, il doivent se rendre à Saint-Gilles (à 20 minute en transport en commun). Cela ne fait évidemment pas non plus l'affaire du quartier. Nous avons déjà du déplorer le départ de Dexia/Belfius aussi. En fait, à part les Banques Wafa et Chaabi, il ne reste que le KBC (dans un coin très peu fréquenté, et aux abords de Molenbeek).

Cela se rajoute à la fermeture de deux bureaux de poste, servant aussi les clients de la Banque de la Poste. Bref, de 7 agences, nous sommes retombé à 3.

Finalement, nous avons dû déplorer dans le Molenbeek Historique aussi de le départ de l'agence Partena. Et un libraire est devenu une espèce rare, éteinte dans le Molenbeek Historique.

Que va faire la commune pour assurer aux Molenbeekois l'accès à des distributeurs, et en suffisance pour notre centre commercial? Est-ce que la commune peut mettre à disposition des distributeurs elle-même? P.ex. dans certains de ces bâtiments?

Que va faire la commune pour garantir dans le centre la présence d'assez de services de proximité, d'agences?

J'entend l'échevin se laver les mains en disant - c'est du privé - alors, faisons du public! Fortis a été sauvé par notre argent. C'était public, le CGER. Maintenant j'entend qu'il distribuent 2 milliards à leurs actionnaires! Mais pour les citoyens, ils ferment leur agences. Belfius/Dexia et KBC, tous sauvé avec l'argent public. Molenbeek, en participant à cette tentative risqué, à perdu des plumes. Nous avons un trou dans notre budget (et notre réserve), mais les citoyens doivent donc payer 1,5 millions d'euro pour remplacer les dividendes disparues de Dexia/Belfius.

Quelle est la position de la commune vis-à-vis l'idée d'une banque publique?

Dirk De Block

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer De Block,
gemeenteraadslid PTB-PVDA, betreffende het gebrek aan nabijheidsdiensten in het
centrum van Sint-Jans-Molenbeek.**

De Raad neemt kennis.

20.01.2016/A/0004 **Prévention et Vie Sociale**

Prévention - Convention entre Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl Lutte contre l'exclusion sociale relative à la politique de Prévention - Année 2015.

LE CONSEIL,

Considérant les subsides alloués à la commune dans le cadre de sa politique de prévention ;

Considérant que les statuts de l'asbl Lutte contre l'exclusion sociale et de ses missions sur le terrain ;

Considérant que les différents arrêtés d'octroi de subvention à la commune autorisent que certains moyens prévus soient mis à disposition d'une asbl ou de toute institution disposant de la personnalité juridique qui se chargera de la réalisation des objectifs liés aux allocations ;

Considérant l'obligation de conclure une convention avec l'asbl Lutte contre l'exclusion sociale dans laquelle sont précisées les droits et obligations de chacune des parties, les objectifs à rencontrer et résultats à atteindre ;

Considérant le montant de 1.994.388 euros de subsides transférés à l'asbl pour l'année 2015 ;

Considérant la convention jointe en annexe ;

DECIDE :

Article unique

D'approuver la convention avec l'ASBL Lutte contre l'exclusion sociale.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 22 votes positifs, 1 vote négatif, 13 abstentions.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jan-Molenbeek en de vzw Bestrijding tegen sociale uitsluiting betreffende het preventiebeleid - Jaar 2015.

DE RAAD,

Overwegende de middelen die aan de gemeenten in het kader van zijn preventiebeleid toegekend worden;

Overwegende de status van de vzw Bestrijding tegen sociale uitsluiting en zijn opdrachten op het terrein;

Overwegende de toestemming in de verschillende besluiten om sommige middelen ter beschikking te stellen van een vzw of elke andere instellingen met rechtspersoonlijkheid, die belast is met voor de uitvoering van de doelstellingen en de resultaten die erin moeten bereikt worden;

Overwegende het verplicht om met de vzw Bestrijding tegen sociale uitsluiting een overeenkomst af te sluiten met waarin de rechten en plichten van elke partij worden opgenomen evenals de doelstellingen en de resultaten die moten bereikt worden;

Overwegende het bedrag van 1.994.388 euro die aan de vzw voor het jaar 2015 wordt overgebracht;

Overwegende de overeenkomst in bijlage;

BESLIST :

Enig artikel

De overeenkomst met de vzw Bestrijding tegen sociale uitsluiting goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 22 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 13 onthoudingen.

Pierre Vermeulen quitte la séance / verlaat de zitting

20.01.2016/A/0005 **Receveur Communal** **Recette communale - CPAS - Compte de l'exercice 2014.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 89 et 111 de la loi organique du 08.07.1976 des CPAS ;

Vu les délibérations du 18.11.2015 du Conseil de l'action sociale du CPAS relatives aux comptes et bilans de l'exercice 2014, à la liste des dépenses engagées non liquidées et des droits constatés restant à recouvrer à transférer au budget 2015, à la liste des montants mis en irrécouvrabilité;

Considérant que le compte budgétaire de l'exercice 2014 du CPAS se clôture comme suit :

Service d'exploitation	Service d'investissement
---------------------------	-----------------------------

A. RESULTAT COMPTABLE

Droits constatés nets	119.419.069,82	6.135.352,02
Dépenses engagées	123.864.672,15	6.263.993,88
Solde comptable	- 4.445.602,33	- 128.641,86
Déficit	-4.574.244,19	
Variation du fonds pour créances aléatoires	- 1.789.696,16	
Résultat final	- 6.363.940,35	
	Service d'exploitation	Service d'investissement

B. SOLDE DE TRESORERIE

Recouvrements	92.544.648,89	3.072.178,59
Paiements	114.690.763,16	3.248.585,92
Solde de trésorerie	- 22.146.114,27	- 176.407,33
Mali	-22.322.521,60	

DECIDE :

Article unique

D'approuver la délibération du 18 novembre 2015 du Conseil de l'action sociale du CPAS relatives aux comptes et bilans de l'exercice 2014, à la liste des dépenses engagées non liquidées et des droits constatés restant à recouvrer à transférer au budget 2015, à la liste des montants mis en irrécouvrabilité (consultable au service de la Recette communale).

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 21 votes positifs, 14 abstentions.

Gemeenteontvanger

Gemeentovangerij - OCMW - Rekeningen van het dienstjaar 2014.

DE RAAD,

Gezien de artikelen 89 en 111 van de organieke wet van 08.07.1976 van de OCMW;
Gezien de beraadslagingen van 18.11.2015 van de Raad van maatschappelijk welzijn betreffende de resultatenrekening en de balans van het dienstjaar 2014, de lijst van de bedragen van de vastgestelde uitgaven die niet vereffend zijn en de bedragen van de vastgestelde rechten die nog in te vorderen zijn worden overgedragen op de begroting 2015, de lijst met de oninvorderbare bedragen;

Overwegende dat de budgettaire rekening van het dienstjaar 2014 van het O.C.M.W. zich als volgt voordoet:

	Uitbatingsdienst	Investeringsdienst
A. BOEKHOUDKUNDIG RESULTAAT		
Netto invorderingsrechten	119.419.069,82	6.135.352,02
Vastgelegde uitgaven	123.864.672,15	6.263.993,88
Boekhoudkundig saldo	- 4.445.602,33	- 128.641,86
Mali		-4.574.244,19
Afwijking van de provisiefonds Voor onzekere schuldvorderingen		-1.789.696,16
Eind resultaat	-6.363.940,35	

	Uitbatingsdienst	Investeringsdienst
B. THESAURIESALDO		
Inningen 3.072.178,59		92.544.648,89
Betalingen	114.690.763,61	3.248.585,92
Thesauriesaldo	- 22.146.114,27	- 176.407,33
Mali		-22.322.521,60

BESLIST :

Enig artikel

De beraadslagen van 18 november 2015 van de Raad van maatschappelijk welzijn betreffende de resultatenrekening en de balans van het dienstjaar 2014, de lijst van de bedragen van de vastgestelde uitgaven die niet vereffend zijn en de bedragen van de vastgestelde rechten die nog in te vorderen zijn worden overgedragen op de begroting 2015, de lijst met de oninvorderbare bedragen goed te keuren (te raadplegen bij de dienst Gemeenteontvangerij).

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 21 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

20.01.2016/A/0006 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Propriétés communales - Arrêté du Gouvernement du 10.12.2015 octroyant une subvention de 100.000,00 EUR à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de l'appel à projets du SPRB Bruxelles Développement Urbain en vue du « Développement du logement intergénérationnel en Région de Bruxelles-Capitale » - Approbation de la convention de subsidiation.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 21.09.2015 décidant :

Article 1:

Dans le cadre de l'appel à projet en vue du « Développement du logement intergénérationnel en Région de Bruxelles-Capitale », d'introduire un dossier de candidature en vue d'intégrer des logements étudiants dans le projet d'habitat solidaire senior prévu à l'angle des rues de la Campine et Van Malder en collaboration avec le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean et ainsi d'élargir le projet à du logement intergénérationnel ;

Article 2 :

De confier la gestion technique et locative de l'immeuble à la MAIS (Agence immobilière sociale) au moyen d'un mandat de gestion ;

Article 3 :

De communiquer le dossier de candidatures au SPRB Bruxelles Développement Urbain pour le 1^{er} octobre 2015 au plus tard ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement du 10.12.2015 octroyant une subvention de 100.000,00 EUR à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de l'appel à projets précité en vue de soutenir le projet de logement intergénérationnel prévu à l'angle des rues de la Campine et Van Malder ;

Vu la convention complémentaire de l'arrêté précité transmise par le SPRB Bruxelles Développement Urbain et précisant les modalités de mise à disposition et de contrôle de la subvention;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 11.01.2016 ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver la convention complémentaire de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10.12.2015 précisant les modalités de mise à disposition et de contrôle de la subvention de 100.000,00 EUR octroyée à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de l'appel à projets en vue du « Développement du logement intergénérationnel en Région de Bruxelles-Capitale » dans le cadre du projet d'habitat intergénérationnel à l'angle des rues de la Campine et Van Malder et de procéder à sa signature;

Article 2

De transmettre au SPRB Direction du Logement toutes les pièces justificatives concernant l'utilisation de ce subsidie.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Besluit van de Regering van 10.12.2015 tot
toekenning van een subsidie van 100.000,00 EUR aan de Gemeente Sint-Jans-
Molenbeek in het kader van de oproep tot projecten van GODB Brussel Stedelijke
Ontwikkeling voor de "Ontwikkeling van intergenerationeel wonen in het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest" - Goedkeuring van de subsidiëringsovereenkomst.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.09.201 beslissende:

Artikel 1:

In het kader van de oproep tot projecten voor de "Ontwikkeling van intergenerationeel wonen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", een kandidatuursdossier in te dienen om studentenwoningen te integreren in het solidair woonproject, voorzien op de hoek van Kempen- en Van Malderstraat in samenwerking met het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek en zo het project uit te breiden tot intergenerationeel wonen;

Artikel 2:

Het technische en huurbeheer van het gebouw toe te vertrouwen aan MAIS (Sociaal Verhuurkantoor) door middel van een beheersmandaat;

Artikel 3:

Het kandidatuursdossier ten laatste op 1 oktober 2015 over te maken aan de GODB Brussel Stedelijke Ontwikkeling;

Gelet op het besluit van de Regering van 10.12.2015 tot toekenning van een subsidie van 100.000,00 EUR aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van de oproep tot projecten voor de ondersteuning van het project van intergenerationeel wonen, voorzien op de hoek van Kempen- en Van Malderstraat;

Gelet op de bijkomende overeenkomst van het voornoemde besluit overgemaakt door GODB Brussel Stedelijke Ontwikkeling met vermelding van de modaliteiten van de terbeschikkingstelling en toezicht op de subsidie;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 11.01.2016;

BESLIST :

Artikel 1

De bijkomende overeenkomst van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 10.12.2015 goed te keuren die de modaliteiten vermeldt van de terbeschikkingstelling en toezicht op de subsidie van 100.000,00 EUR toegekend aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van de oproep tot projecten voor de "Ontwikkeling van intergenerationeel wonen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" in het kader van het intergenerationeel woonproject op de hoek van Kempen- en Van Malderstraat en over te gaan tot de ondertekening ervan;

Artikel 2

Alle bewijsstukken betreffende het gebruik van deze subsidie over te brengen aan de GODB Directie Huisvesting.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

20.01.2016/A/0007 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Travaux public - Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics -
Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins - CC16.001.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26§1-1^oa) et l'article 53§2 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 31 août 2015 – Travaux Publics – Marché de travaux relatifs à l'entretien des pavillons scolaires de l'école flute enchantée et de l'école 10 – Projet - 55.000,00 EUR TVAC – Art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 - Fonds d'emprunt;
- 16 décembre 2015 – Travaux Publics – Marché de travaux relatif à la fourniture et au placement de clôture pour la sécurisation de l'hôtel Belle Vue - Projet - 24.700,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 5.187,00 EUR) soit 30.000,00 EUR TVAC – Art. 7627/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 - Fonds d'emprunt;

ET DECIDE,

Article unique

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Openbare werken - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 -

Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen - GR16.001.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26§1, 1^o a) en artikel 53§2 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

- 31 augustus 2015 – Openbare Werken - Opdracht voor werken betreffende het onderhoud van schoolpaviljoenen in scholen Toverfluit en n°10 - Ontwerp –

55.000,00 EUR btw inbegrepen - Art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015 – Leningsgelden.

- 16 december 2015 – Openbare Werken - Opdracht voor werken met betrekking tot de levering en de plaatsing van een omheining ter beveiliging van het hotel Belle Vue - Ontwerp – 24.700,00 EUR btw niet inbegrepen (btw 21%: 5.187,00 EUR) ad. 30.000,00 EUR btw inbegrepen - Art. 7627/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015 – Leningsgelden;

EN BESLUIT,

Enig artikel

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

20.01.2016/A/0008 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Développement urbain - Contrat de quartier durable Petite Senne - Opération 2.A
Pop Up Canal - Approbation de la convention avec K.A.K.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale – cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck - daté du 23 décembre 2014 approuvant le programme de base du contrat de quartier durable "Petite Senne" ;

Considérant que ledit programme prévoit l'opération 2.A "Pop Up Canal";

Vu la décision du Conseil Communal du 3 juin 2015 approuvant la composition du jury, le règlement et le formulaire de candidature;

Considérant que l'appel à projet Pop Up Canal a été lancé le 9 juillet 2015;

Considérant que 8 projets ont été introduits le 30 septembre 2015;

Considérant que lors de sa première réunion, les membres du jury ont décidé de ne pas retenir deux candidatures, à savoir:

- la candidature de l'asbl La rue n'a pas été retenue car les maisons visées par les projets vont être prochainement mises en vente par la Régie Foncière
- la candidature de Canal Park car leur projet est incompatible avec le planning des travaux de la porte de Ninove;

Considérant que le jury de sélection s'est tenu le 11 décembre 2015 et a auditionné les 6 candidats restants;

Considérant que parmi les candidats retenus, le projet de l'Asbl K.A.K est prévu pour débiter en février 2016 et qu'il est donc urgent d'établir une convention de subsidiation;

Considérant le rapport du jury en annexe;

Considérant que le jury a décidé d'octroyer une subvention de 3.400,00€ à l'asbl K.A.K;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 9301/331/01 de l'exercice 2016;

Considérant que la convention a été relue par le service du Contentieux;

DECIDE:

Article unique

D'approuver la convention entre l'asbl K.A.K et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Stadsontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Zinneke - Luik 2.A Pop Up Canal - Goedkeuring van de overeenkomst met K.A.K.

DE RAAD,

Gezien de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en haar uitvoeringsbesluit;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2014 waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het vierjarig programma van Duurzaam Wijkcontract Zinneke goedkeurt;

Overwegende dat het vermelde programma voorziet in ingreep 2.A. Pop Up Canal;

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 3 juni 2015 houdende goedkeuring van de samenstelling van de jury, het reglement en het kandidatuurformulier;

Overwegende dat de projectoproep Pop Up Canal op 9 juli 2015 is gedaan;

Overwegende dat er 8 projecten zijn ingediend op 30 september 2015;

Overwegende dat bij zijn eerste bijeenkomst de juryleden beslisten om twee kandidaatstellingen niet te weerhouden, namelijk:

- de kandidaatstelling van de vzw La rue werd niet weerhouden want de door de projecten bedoelde huizen gaan binnenkort te koop worden gesteld door de Grondregie

- de kandidaatstelling van Canal Park want hun project is onverenigbaar met de planning van de werken van de Ninoofse Poort;

Overwegende dat de selectiejury op 11 december 2015 is gehouden en de 6 overblijvende kandidaten op de auditie werden gehoord;

Overwegende dat bij de weerhouden kandidaten, het project van de vzw K.A.K. gepland is om te starten in februari 2016 en het dus noodzakelijk is om een subsidiëringsovereenkomst op te stellen;

Gezien het rapport van de jury in de bijlage;

Overwegende dat de jury beslist heeft om een subsidie van 3.400 EUR toe te kennen aan de vzw K.A.K.;

Overwegende dat de nodige kredieten beschikbaar zijn op artikel 9301/331/01 van het dienstjaar 2016;

Overwegende dat de overeenkomst werd nagelezen door de juridische dienst;

BESLIST :

Enig artikel

De overeenkomst tussen de vzw K.A.K. en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

20.01.2016/A/0009 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Développement urbain - WAQ - Ateliers hebdomadaires pour enfants - Conventions de prestations entre les artistes-animateurs et la Commune.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution du 27 mai 2010;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2014 qui approuve le dossier de base du contrat de quartier durable "Petite Senne";

Considérant qu'en correspondance avec la fiche projet dans le dossier de base du Contrat de quartier durable Petite Senne, l'Antenne de Quartier a les objectifs suivants:

- promouvoir la cohésion sociale et la vie de quartier
- améliorer l'image du quartier et de ses habitants
- organiser des événements festifs divers et des animations dans le quartier;

Considérant qu'afin de réaliser ces objectifs, l'Antenne de Quartier a développé un programme élaboré dans lequel sont repris des ateliers hebdomadaires pour enfants ;

Considérant que ces ateliers sont donnés par des artistes-animateurs qui ont été désignés selon leurs compétences artistiques, pédagogiques et socioculturelles spécifiques, c'est-à-dire:

- Zoé Joarlette pour un atelier d'arts plastiques
- Gabriel Mattei pour un atelier "mon premier orchestre"
- Peter Veyt pour un atelier musique
- Ruby De Bruyne pour un atelier chœur;

Considérant que le montant global des dépenses de prestations s'élève à maximum € 3.400,00 ;

Considérant qu'il y a lieu d'établir les conventions de prestations entre les artistes-animateurs et la Commune ;

Considérant que les crédits nécessaires, soit 3.400,00 EUR, seront inscrits à l'article 8490-124-48 du budget ordinaire de l'exercice 2016 et que la dépense sera couverte pour 100% par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable Petite Senne;

DECIDE :

Article 1

D'approuver les 4 conventions de prestations entre les artistes-animateurs (Zoé Joarlette, Gabriel Mattei, Peter Veyt et Ruby De Bruyne) et la Commune pour le 2ème semestre de l'année scolaire 2015-16

Article 2

D'approuver le mode de financement de la dépense, à savoir pour 100% par des subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable "Petite Senne".

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Stadsontwikkeling - WAQ - Wekelijkse kinderateliers - Overeenkomsten voor de

prestaties tussen de artiesten-animatoren en de Gemeente.

DE RAAD,

Gezien de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 en zijn uitvoeringsbesluit van 27 mei 2010;

Gezien de bekendmaking van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 december 2014 die het basisprogramma van het duurzaam wijkcontract "Zinneke" goedkeurt;

Overwegende dat de Wijkantenne, in overeenstemming met de projectfiche in het basisprogramma van het duurzaam wijkcontract Zinneke, de volgende objectieven heeft:

- stimuleren van de sociale samenhang en het buurtleven
- verbeteren van het beeld van de wijk en haar bewoners
- organiseren van feestelijke evenementen en animaties in de wijk;

Overwegende dat, om deze doelstellingen te realiseren, de WijkAntenne een uitgebreid programma heeft ontwikkeld waarin wekelijkse ateliers voor kinderen zijn opgenomen;

Overwegende dat deze ateliers gegeven worden door artiesten-animatoren die werden aangeduid volgens hun specifieke artistieke, pedagogische en socioculturele vaardigheden, namelijk:

- Zoé Joarlette voor een atelier plastische kunsten
- Gabriel Mattei voor een atelier "mijn eerste orkest"
- Peter Veyt voor een muziekatelier
- Ruby De Bruyne voor een kooratelier;

Overwegende dat het totaalbedrag voor de uitgaven van deze prestaties maximaal € 3400,00 bedraagt;

Overwegende dat prestatieovereenkomsten moeten afgesloten worden tussen de artiesten-animatoren en de Gemeente;

Overwegende dat de nodige kredieten, nl 3400,00 EUR, hiervoor zullen voorbehouden worden op artikel 8490-124-48 van de gewone begroting van het dienstjaar 2016 en dat de uitgave voor 100% gedekt wordt door de subsidies toegekend in het kader van het duurzaam wijkcontract Zinneke;

BESLUIT :

Artikel 1

De 4 prestatieovereenkomsten voor het 2e semester van het schooljaar 2015-16 tussen de artiesten-animatoren en de Gemeente goed te keuren;

Artikel 2

De financieringswijze van de uitgave goed te keuren, nl voor 100% door de subsidies toegekend in het kader van het duurzaam wijkcontract "Zinneke".

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

20.01.2016/A/0010 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Urbanisme - Principe d'élaboration d'un règlement d'urbanisme zoné portant sur la
Place Communale - Approbation provisoire du projet de règlement d'urbanisme
zoné 'Place Communale' (RCUZ) et mise à l'enquête.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu l'article 17, §2, 1°, a) de la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et l'article 120 de l'Arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;
Vu les articles 91 et suivants du Code bruxellois de l'aménagement du territoire, ainsi que ses arrêtés d'exécution, en ce compris l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juin 2003 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune ou de la Commission Royale des Monuments et des Sites ou de l'intervention d'un architecte ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2006 arrêtant les Titre Ier à VIII du Règlement régional d'urbanisme applicable à tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu le règlement communal sur la bâtisse approuvé par le Conseil communal le 15 avril 1932 ;
Vu le Règlement Régional d'Urbanisme adopté par le Gouvernement bruxellois le 21 novembre 2006 et est entré en vigueur le 3 janvier 2007.
Considérant l'art. 95 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire indiquant que *lorsqu'un règlement régional entre en vigueur, le conseil communal adapte, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, le règlement communal aux dispositions du règlement régional* ;
Vu la délibération du Collège échevinal du 09/10/2013 portant décision d'approuver le principe de procéder à l'élaboration d'un Règlement Communal d'Urbanisme zoné portant sur la Place Communale ;
Vu la délibération du Collège échevinal daté du 18/12/2013 portant décision d'approuver le principe d'adapter l'étendue du marché en sélectionnant un bureau d'étude uniquement en vue de l'élaboration du Règlement Communal d'Urbanisme zoné 'Place Communale' et d'attribuer le marché de services relatif à l'élaboration du Règlement Communal d'Urbanisme Zoné au bureau d'études E.R.U. pour un montant de 28.150,00 euros HTVA soit 34.061,00 euros TVAC ;
Vu la délibération du Collège échevinal du 30/03/2015 portant décision d'approuver l'avant-projet daté du 11/03/2015 élaboré par le bureau d'étude E.R.U. ;
Considérant que l'avant-projet du règlement a été soumis à la relecture des différents services communaux concernés par l'aménagement du territoire et le logement ;
Considérant que le règlement a également été soumis à l'avis du Conseil Consultatif du Logement (CCL) de la commune de Molenbeek-Saint-Jean mais que celui-ci ne rendra pas d'avis concernant le Règlement communal d'urbanisme zoné (RCUZ), estimant qu'il ne concerne pas le logement/l'habitat proprement dit ;
Considérant le projet de Règlement communal d'urbanisme zoné 'place communale' fourni par le bureau d'étude en novembre 2015, annexé à la présente délibération a été adapté aux remarques préalables faites lors de la consultation des services communaux et du Collège ;
Considérant que conformément à l'article 92 du CoBAT « *Le conseil communal adopte provisoirement le projet de règlement communal d'urbanisme 'zoné' et le soumet à enquête publique.* » ;
Considérant qu'il y a donc lieu de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre le projet du règlement ci-annexé à l'enquête publique afin de poursuivre la procédure d'approbation du Règlement communal d'urbanisme zoné 'place communale' ;
Considérant que, parallèlement à l'enquête publique, des stratégies d'informations diverses seront mises en place afin d'informer au mieux le public cible : réunions d'information, toute-boîte, site internet, journal communal, ...

DECIDE :

Article 1

D'approuver provisoirement le projet de Règlement communal d'urbanisme zoné 'Place Communale';

Article 2

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre les 2 projets de règlements ci-annexés à l'enquête publique.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 22 votes positifs, 13 abstentions.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer

Stedenbouw - Principe van uitwerking van een gemeentelijke stedenbouwkundige zoneverordening betreffende de Gemeenteplaats - Voorlopige goedkeuring van het ontwerp van de gemeentelijke stedenbouwkundige zoneverordening "Gemeenteplaats" en onderwerping aan openbaar onderzoek.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op artikel 17, §2, 1°, a) van de Wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en artikel 120 van het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de artikelen 91 en volgende van het Brussels Wetboek van ruimtelijke ordening en de uitvoeringsbesluiten, waaronder het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 12 juni 2003 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente of van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen of van de medewerking van een architect ;

Gezien het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 november 2006 tot goedkeuring van de Titels I tot VIII van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening, van toepassing op het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de gemeentelijke bouwverordening die goedgekeurd is door de Gemeenteraad van 15 april 1932 ;

Gelet op de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening die op 21 november 2006 goedgekeurd is door de Brusselse Regering, en van kracht geworden is op 3 januari 2007.

Gelet op art. 95 van het Brussels Wetboek van ruimtelijke ordening, waarin wordt aangegeven *dat zodra een gewestelijke verordening van kracht wordt, de gemeenteraad de gemeentelijke verordening, hetzij op eigen initiatief, hetzij binnen de termijn die hem opgelegd is door de Regering, aanpast aan de bepalingen van de gewestelijke verordening ;*

Gelet op de beraadslaging van het Schepencollege van 09/10/2013 tot beslissing van goedkeuring van het principe om over te gaan tot de uitwerking van een Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening met betrekking tot de Gemeenteplaats;

Gelet op de beraadslaging van het Schepencollege van 18/12/2013 tot beslissing van goedkeuring van het principe om de omvang van de opdracht uit te breiden via de selectie van een studiebureau enkel voor de uitwerking van de Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening "Gemeenteplaats" en de dienstenopdracht

betreffende de uitwerking van de Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening toe te kennen aan studiebureau E.R.U. voor een bedrag van 28.150,00 EUR excl. BTW hetzij 34.061,00 EUR incl. BTW;

Gelet op de beslissing van het Schepencollege van 30/03/2015 betreffende de beslissing om het voorontwerp gedateerd van 11/03/2015 goed te keuren, uitgewerkt door het studiebureau E.R.U.;

Overwegende dat het voorontwerp van het reglement voorgelegd werd voor herlezing aan verschillende gemeentelijke diensten, betrokken bij de inrichting van het grondgebied en de huisvesting;

Overwegende dat het reglement eveneens werd voorgelegd aan het advies van de Adviesraad voor Huisvesting van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek maar dat deze laatste geen advies geeft betreffende de Gemeentelijke Stedenbouwkundige Zoneverordening, menend dat deze eigenlijk niet de huisvesting/het wonen betreft.

Overwegende dat het ontwerp van de Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening 'Gemeenteplaats' afgeleverd door het studiebureau op november 2015, bijgevoegd aan deze beraadslaging, aangepast werd volgens de voorafgaande opmerkingen gemaakt bij de raadpleging van de gemeentediensten en het college;

Overwegende dat overeenkomstig het artikel 92 van het BWRO " *De gemeenteraad het ontwerp van het 'zonale' gemeentelijk stedenbouwkundig reglement voorlopig aanneemt en het aan een openbaar onderzoek laat onderwerpen.* »

Overwegende dat er dus moet overgegaan worden tot het belasten van het College van Burgemeester en Schepenen voor de voorlegging van de het ontwerp van de hierbij gevoegde reglementen aan openbaar onderzoek teneinde de goedkeuringsprocedure van de Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening op te volgen;

Overwegende dat, naast het openbaar onderzoek, diverse informatiestrategieën zullen opgesteld worden, om het doelpubliek op de best mogelijke manier te informeren: informatievergaderingen, via brievenbussen, internetsite, gemeentekrant, ...

BESLIST :

Artikel 1

Het ontwerp van de Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening "Gemeenteplaats" voorlopig goed te keuren;

Artikel 2

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de voorlegging van de 2 ontwerpen van hierbij gevoegde reglementen aan openbaar onderzoek.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 22 positieve stemmen, 13 onthoudingen.

20.01.2016/A/0011 **Prévention et Vie Sociale**
Evènements - Royale UFAC 40-45 - Octroi d'un subside.

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal en séance du 19 avril 1984 et devenu exécutoire le 26 juillet 1984 (cf. lettre du "Ministerie van het Brusselse Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84);

Considérant que les crédits sont disponibles à l'article 7630/332/02 du budget de l'exercice 2015 ;

Considérant que l'UFAC 40-45 de Bruxelles-Ouest, souhaite une aide financière pour

la publication de leur petit journal ;
Considérant que l'intéressé participe à tous nos évènements patriotiques ;

DECIDE :

Article 1

De liquider le subside de 500,00 € à :
l'UFAC 40-45 de Bruxelles-Ouest
Avenue du Roi Soldat, 54
1070 Bruxelles

Article 2

De réserver la dépense estimée €500,00 à l'article 7630/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2015.

La présente délibération sera transmise aux services des Finances et à la Caisse communale.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Preventie en Sociale Leven

Evenementen - Koninklijke VOV 40-45 - Toekenning van een toelage.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van subsidies dat opgemaakt is door de Gemeenteraad, in zitting van 19 april 1984 en dat uitvoerbaar geworden is op 26 juli 1984 (cf. brief van het "Ministerie van het Brussels Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84);

Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn op artikel 7630/332/02, van de gewone begroting 2015;

Overwegende dat de VOV 40-45 van Bruxelles-West, een financiële hulp vraagt voor de uitgave van hun tijdschrift ;

Overwegende dat de belanghebbende deelneemt aan al onze Vaderlandslievende gebeurtenissen ;

BESLUIT :

Artikel 1

Om een subsidie van € 500 toe te kennen aan :

VOV 40-45 van Bruxelles-
West
Koning-Soldaat Laan 54
1070 Brussel

Artikel 2

De uitgave van €500,00 te reserveren onder artikel 7630/332/02 van de gewone begroting 2015.

De onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten :
Dienst Boekhouding en Dienst Gemeentekas.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Jeunesse - Octroi d'un subside exceptionnel à l'asbl MolenRom pour le projet foot.

LE CONSEIL,

Vu le courriel de demande de subside de l'asbl MolenRom du 09 décembre 2015, pour leur projet foot ;

Considérant que ce projet spécifique concerne actuellement des jeunes rom entre 14 et 18 ans.

Considérant que ce projet est plus vaste que l'approche par le sport puisqu'il vise à faire se rencontrer des jeunes de quartiers et de cultures différentes ;

Considérant que les entraînements ont lieu tous les vendredis entre 17h30 et 19h et que l'équipe a intégré le championnat de foot « Molenbeek Soccer League 1080 » ;

Considérant qu'un subside de 500,00 EUR pourrait être octroyé;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2016.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

DECIDE :

Article 1

D'approuver l'octroi d'un subside de 500,00 EUR à l'asbl MolenRom, située boulevard Léopold II 51 à Molenbeek, titulaire du compte bancaire BE68 3630 2552 9834, dont le numéro d'entreprise est le 641.969.160, pour son projet foot ;

Article 2

De réserver la somme de 500,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2016.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 33 votes positifs, 2 abstentions.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Jeugd - Toekenning van een uitzonderlijke subsidie aan vzw MolenRom voor het voetbalproject.

DE RAAD,

Gelet op het schrijven met de subsidieaanvraag van de vzw MolenRom van 9 december 2015, voor het voetbalproject;

Overwegende dat dit specifiek project momenteel de romajongeren tussen 14 en 18 jaar betreft;

Overwegende dat dit project breder is dan de aanpak via sport aangezien het als doel heeft om jongeren van verschillende wijken en culturen elkaar te laten ontmoeten;

Overwegende dat de trainingen elke vrijdag plaatsvinden tussen 17u30 en 19u en dat de ploeg opgenomen is in het voetbalkampioenschap "Molenbeek Soccer League 1080";

Overwegende dat een subsidie van 500,00 EUR zou kunnen toegekend worden ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2016;

Op voorstel van het College van Burgmeester en Schepenen;

BESLIST :

Artikel 1

De toekenning van een subsidie van 500,00 EUR goed te keuren aan de vzw MolenRom, gelegen Leopold II Laan 51 te Molenbeek, houder van de bankrekening nr. BE68 3630 2552 9834, met ondernemingsnummer 641.969.160, voor haar voetbalproject;

Artikel 2

Het bedrag van 500,00 EUR te reserveren op het begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2016.

Onderhavig besluit zal worden overgemaakt aan de voogdijoverheid, conform artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 33 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

20.01.2016/A/0013 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Urbanisme - Modification du plan particulier d'affectation du sol relatif à la zone comprise entre le boulevard Louis Mettwie, le boulevard Edmond Machtens, la rue de la Belle-au-Bois-Dormant et l'avenue du Scheutbosch à 1080 Molenbeek-Saint-Jean. (PPAS 6d MOD bis) - Approbation de l'avant-projet et mise à l'enquête.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Vu les articles 7 et 8 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu le Code Bruxellois d'Aménagement du Territoire – CoBAT –, et plus particulièrement ses articles 40 à 51, et ses arrêtés d'application ;

Vu la délibération du 23 janvier 2008 du Collège des Bourgmestre et Echevins d'approuver la dépense globale envisagée pour la passation de ce marché, estimée à € 35.000 TVAC (montant arrondi) et d'imputer cette dépense à l'art. 9300/733/51 du budget extraordinaire de l'exercice 2008 et de recourir à la procédure négociée sans publicité en vue de désigner un bureau d'étude spécialisé et agréé dont la mission serait de réaliser un projet de PPAS modificatif couvrant la zone comprise entre le boulevard Louis Mettwie, le boulevard Edmond Machtens, la rue de la Belle-au-Bois-Dormant et l'avenue du Scheutbosch à 1080 Bruxelles ;

Vu la délibération du 5 mars 2008 du Collège des Bourgmestre et Echevins d'attribuer le marché de services relatif à la modification du PPAS 6D mod bis au bureau d'études COOPARCH-R.U. pour un montant de 20.500,00 Euro HTVA soit 24.805,00 Euro TVAC. et d'imputer la dépense globale estimée à 24.805 Euro à l'art. 9300/733/51 du budget extraordinaire de l'exercice 2008 ;

Vu la délibération du 4 juin 2008 du Collège des Bourgmestre et Echevins de modifier unilatéralement le marché public de service attribué au bureau d'étude COOPARCH-R.U., en étendant l'obligation de traduction prévue dans le marché initial pour les prescriptions du projet de PPAS aux divers autres projets et rapports annexes prévus dans le marché et d'imputer la dépense globale estimée à 1000 Euro TVAC à l'art. 9300/733/51 du budget extraordinaire de l'exercice 2008.

Vu la délibération du Conseil Communal du 09 juillet 2009 d'adopter provisoirement le

projet de plan ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 25 février 2010 de soumettre le projet de plan à l'enquête publique ;

Vu la délibération du 16 février 2011 du Collège des Bourgmestre et Echevins de suspendre le projet de PPAS ;

Vu la délibération du Collège Communal du 24/07/2013 d'approuver la modification du marché destiné à la réalisation d'un nouvel avant-projet tenant compte d'un programme de fonction revu et d'accorder au bureau d'étude SKOPE (anciennement COOPARCH-R.U.) une juste compensation d'un montant de 10.120 EUR HTVA soit 12.240 EUR TVAC pour les prestations supplémentaires qui lui sont demandées ; que cette décision a été communiquée au Conseil Communal suivant ;

Vu les délibérations du Conseil communal du 21.01.2015 portant sur la conclusion de l'absence d'incidences notables sur l'environnement et les courriers de la BDU et de Bruxelles-Environnement daté respectivement du 13/03/2015 et du 17/06/2015 le confirmant ;

Vu le projet de plan élaboré par le bureau d'étude SKOPE en date du mois de novembre 2015 répondant aux objectifs de la mission ;

Considérant l'article 48 §2 du CoBAT prévoyant que « *Le conseil communal charge le collège des bourgmestre et échevins de soumettre le projet de plan à enquête publique accompagné, le cas échéant, du rapport sur les incidences environnementales lorsque ce rapport est requis* » ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver le projet de plan élaboré par le bureau d'étude SKOPE en date du mois de novembre 2015.

Article 2

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre le projet de plan à enquête publique, conformément à l'article 48 §2 nouveau du CoBAT, afin de poursuivre la procédure de modification du Plan Particulier d'Affectation du Sol PPAS 6D.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 23 votes positifs, 12 abstentions.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer

Stedenbouw - Wijziging van het bijzonder bestemmingsplan betreffende de zone begrepen tussen de Louis Mettwielaan, de Edmond Machtenslaan, de Schoonslaapsterstraat en de Scheutboschlaan te 1080 Sint-Jans-Molenbeek. (BBP 6d Mod bis) - Goedkeuring van het voorontwerp en onderwerping aan openbaar onderzoek.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringende, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt;

Gelet op de artikelen 7 en 8 van het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken ;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening – BWRO – meer bepaald de artikelen 40 tot 51 en de toepassingsbesluiten ;

Gelet op de beraadslaging van 23 januari 2008 van het College van Burgemeester en Schepenen om de beoogde globale uitgave goed te keuren voor de gunning van deze

opdracht, die geraamd wordt op 35.000 EUR, inclusief BTW (afgerond bedrag), om deze uitgave te verrekenen op art. 9300/733/51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2008, en om zijn toevlucht te nemen tot de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met het oog op de aanwijzing van een gespecialiseerd en erkend studie bureau, waarvan de opdracht de volgende zou zijn : realiseren van een project van BBP (mod) dat de zone dekt die begrepen is tussen de Louis Mettwielaan, de Edmond Machtenslaan, de Schoonslaapsterstraat en de Scheutboschlaan te 1080 Brussel ;

Gelet op de beraadslaging van 5 maart 2008 van het College van Burgemeester en Schepenen houdende de gunning van de opdracht voor diensten inzake de wijziging van het BBP 6D mod bis aan het studie bureau COOPARCH-R.U. voor een bedrag van 20.500,00 EUR, exclusief BTW, hetzij 24.805,00 EUR, BTW inbegrepen, en de verrekening van de globale uitgave, die geraamd is op 24.805 EUR, op art. 9300/733/51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2008 ;

Gelet op de beraadslaging van 4 juni 2008 van het College van Burgemeester en Schepenen houdende eenzijdige wijziging van de overheidsopdracht voor diensten die gegund is aan het studie bureau COOPARCH-R.U., door de verplichting tot vertaling zoals bepaald in de oorspronkelijke opdracht voor de voorschriften van het ontwerp van BBP uit te breiden tot de verschillende andere projecten en bijgevoegde rapporten bij de opdracht, en de verrekening van de globale uitgave, die geraamd is op 1000 EUR, inclusief BTW, op art. 9300/733/51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2008.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 09 juli 2009 houdende de voorlopige goedkeuring van het planontwerp ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 februari 2010 houdende onderwerping van het planontwerp aan een openbaar onderzoek ;

Gelet op de beraadslaging van 16 februari 2011 van het College van Burgemeester en Schepenen houdende opschorting van het ontwerp van BBP ;

Gelet op de beraadslaging van 24/07/2013 van het College van Burgemeester en Schepenen om de wijziging van de opdracht goed te keuren bedoeld voor de verwezenlijking van een nieuw voorontwerp rekening houdende met een herzien functieprogramma en om aan het studie bureau SKOPE een correcte compensatie toe te kennen van een bedrag van 10.120,00 EUR excl. BTW hetzij 12.240,00 incl. BTW voor de bijkomende prestaties die hem gevraagd worden; dat deze beslissing meegedeeld werd aan de volgende Gemeenteraad;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 21/01/2015 aangaande de conclusie van het ontbreken van merkbare gevolgen voor het milieu en de briefwisseling van BDU en Leefmilieu Brussel gedateerd respectievelijk van 13/03/2015 en 17/06/2015 die dit bevestigen;

Gelet op het ontwerp van het plan uitgewerkt door het studie bureau SKOPE in de loop van november 2015 dat beantwoordt aan de doelstellingen van de missie;

Gezien artikel 48 §2 van het BWRO, waarin bepaald is dat « De gemeenteraad het college van burgemeester en schepenen belast met het indienen van het ontwerpproject met openbaar onderzoek vergezeld, in voorkomend geval, van het verslag over de gevolgen voor het milieu wanneer dit verslag vereist is » ;

BESLIST :

Artikel 1

Het ontwerpproject dat tijdens de maand november 2015 uitgewerkt is door het studie bureau SKOPE goed te keuren

Artikel 2

Om het college van burgemeester en schepenen te belasten met de indiening van het ontwerpproject met openbaar onderzoek, overeenkomstig artikel 48 §2 van het BWRO,

teneinde de procedure voor uitwerking van het BBP 6D voor te zetten.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 23 positieve stemmen, 12 onthoudingen.

Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting

20.01.2016/A/0014 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Papadiz, conseiller communal MR, relative au tunnel Léopold II.

LE CONSEIL,

Développements

Introduction

La nécessité d'une rénovation du tunnel Léopold II, tunnel routier le plus long du pays (2,5 km), a été pointée à plusieurs reprises ces dernières années. Ce tunnel, ouvert à la circulation en 1986, accueille en moyenne plus de 65.000 véhicules par jour et révèle de nombreuses déficiences notamment en matière de sécurité, d'étanchéité et de qualité de l'air. Alors qu'un rapport de 2009 faisait déjà mention de l'état de vétusté dudit tunnel, la décision de rénover le tunnel a été annoncée en mars 2012 par le Gouvernement de la Région bruxelloise de l'époque.

Toutefois, au stade actuel, les autorités communales de Molenbeek-Saint-Jean n'ont toujours pas de réponses à toute une série de questions : quelle solution de rénovation en profondeur est privilégiée par la Région (fermeture totale ou partielle durant les travaux), qu'en est-il du financement (140 millions HTVA), quels moyens et mesures d'accompagnement sont prévus pour les communes concernées, quelles seront les offres alternatives en transports en commun, quid pour les parkings de dissuasion... ?

La congestion des voiries

La fermeture du tunnel aura un impact considérable sur la qualité de vie des habitants de la commune de par une augmentation importante de la congestion notamment sur l'avenue Léopold II, boulevard Belgica et le Quai des charbonnages, voiries régionales, d'une part, mais également sur les voiries communales qui devront absorber le trafic automobile d'autre part.

Cette conséquence est d'autant plus inquiétante pour la qualité de vie des habitants de notre commune, en ce que la mise en place du piétonnier au centre-ville ne permet plus d'absorber en aval les flux de circulation attendus de ce chantier. A cet égard, en 2013, Bruxelles Mobilité a commandé à un bureau d'étude deux analyses dénommées : « *Étude multimodale de gestion de la mobilité dans le cadre des travaux de rénovation du tunnel Léopold II* » et « *Étude des déviations de trafic à prévoir pendant la rénovation du tunnel Léopold II* ». Ces études, dont le coût s'élève à 234.272 euros, concluent notamment que la zone du canal à hauteur de la station Yser est un maillon important pour absorber le trafic automobile dans le cadre du chantier. La mise en place du piétonnier va donc irrémédiablement impacter les flux dans cette zone critique. On peut donc supputer que ce problème en aval du tunnel va aggraver la congestion en amont, à savoir, notamment, sur la chaussée de Ninove et le boulevard Louis Mettwie.

Eu égard à l'importance du chantier et à l'impact de ce dernier en ce qui concerne les

flux de circulation, la présente motion demande à la Région bruxelloise de prendre en charge, en concertation avec l'Administration communale, la confection d'un plan de circulation diminuant, autant que possible, le report de la circulation lié à ce chantier sur les voiries communales. En outre, la présente motion demande à la STIB et à De Lijn, par l'intermédiaire du Gouvernement bruxellois, de développer des solutions alternatives afin de favoriser le report modal de la voiture particulière vers les transports en commun.

La qualité de l'air

Au-delà des désagréments en termes de mobilité, cette congestion va entraîner une augmentation significative de certaines particules fines et ultrafines inhalées par les habitants de la commune. Pour rappel, près de 30.000 tonnes de polluants gazeux sont émises à Bruxelles chaque année. Ces polluants se retrouvent dans l'air que nous respirons et peuvent avoir un effet direct sur la santé. La fermeture du tunnel va inévitablement augmenter le nombre des particules eu égard à la congestion engendrée par le chantier. À cet égard, la présente motion demande à la Région bruxelloise au travers de Bruxelles Environnement de produire des rapports mensuels sur la qualité de l'air sur le territoire communal en comparaison avec les valeurs critiques et valeurs limites telles que définies dans la Directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe. Ces mesures se feront, notamment, sur base des emplacements B011, R001 et B003 des postes de mesure du réseau téléométrique. Ces rapports mensuels seront adressés à l'Administration d'une part et au conseil communal d'autre part.

La dotation communale à la zone de police Bruxelles-Ouest

La rénovation du tunnel Léopold II aura un impact sur les agents de notre zone de police qui devront gérer quinze carrefours sur le réseau de surface, et ce afin de réguler les flux automobiles. Cette affectation temporaire liée à ce chantier régional ne permettra plus à des dizaines d'agents d'assurer d'autres missions pourtant essentielles pour notre commune. À cet égard, rappelons que le financement de la zone de police est également lié au transfert par notre commune d'un budget de 20,2 millions d'euros pour la seule année 2015. La présente motion demande à la Région bruxelloise que la part de la dotation communale liée aux agents de terrain soit compensée financièrement.

Cette compensation permettra à la zone de continuer ses missions telles que rappelées notamment dans le plan zonal de sécurité. Les modalités d'évaluation sont à charge du Gouvernement de la Région bruxelloise.

PROPOSITION DE MOTION

LE CONSEIL,

Vu la Directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe;

Vu l'ordonnance du 14 janvier 2013 portant le code bruxellois de l'air du climat et de la Maîtrise de l'Energie ;

Considérant les nuisances de la rénovation du tunnel Léopold II en matière de congestion et de qualité de l'air ;

Considérant que l'avenue Léopold II, boulevard Belgica, le Quai des charbonnages, chaussée de Ninove et le boulevard Louis Mettwie, voiries régionales, accusent déjà une congestion importante en heures de pointe ;

Considérant les objectifs stratégiques du plan zonal de sécurité 2014-2017 de la Zone de police Bruxelles-Ouest ;

Considérant que la dotation communale à la zone de police Bruxelles-Ouest n'a pas comme objectif d'encadrer des décisions en matière d'infrastructures régionales ;

Considérant que les ménages molenbeekoïses ne peuvent être victimes des choix du Gouvernement ;

DECIDE :

Article unique

De demander au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

- De prendre en charge, en concertation avec la Commune, la réalisation d'un plan de circulation avant la période du chantier ;
- De prévoir des parkings de dissuasion en bordure de la Région bruxelloise et d'encourager les navetteurs à les utiliser ;
- D'enjoindre la STIB et De Lijn à développer des solutions alternatives afin de favoriser le report modal de la voiture particulière vers les transports en commun ;
- De charger Bruxelles Environnement de mesurer l'impact environnemental de la fermeture du Tunnel Léopold II en adressant un rapport mensuel à l'Administration communale pendant la durée des travaux.
- De mesurer, en concertation avec la Commune et la zone de police Bruxelles-Ouest, la partie de la dotation communale à la zone de police Bruxelles-Ouest qui serait consacrée à l'encadrement de cette décision régionale.
- D'octroyer pendant la période du chantier un financement annuel à la Commune sur base d'un montant évalué préalablement entre la commune, la Zone de Police Bruxelles-Ouest et le Gouvernement;

La présente motion est envoyée :

- *à la Ministre de l'Environnement*
- *au Ministre de la Mobilité et des Travaux publics;*
- *au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ;*
- *au Président du Parlement bruxellois ;*
- *aux 19 bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale.*

Le Conseil prend connaissance, un groupe de travail sera créé à ce sujet.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer Papadiz,
gemeenteraadslid MR, betreffende het Leopold II-tunnel.

De Raad neemt kennis, een werkgroep zal daaromtrent opgericht worden.

20.01.2016/A/0015 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur De Block, conseiller communal PTB-PVDA, relative à la procédure d'inscription à l'école en immersion, rue de Bonne.

LE CONSEIL,

Considérant que suite à l'ouverture de l'école en immersion à la rue de Bonne, située non loin de la frontière entre Molenbeek et Anderlecht, des parents anderlechtois ont essayé de s'inscrire. Considérant que certains ont été acceptés dans un premier temps, mais se sont vus refuser ensuite avec l'argument que la nouvelle école à rue de Bonne ne serait pas la plus proche de leur domicile, une école anderlechtoise étant plus proche. Considérant que pour déterminer la distance, l'administration ne se fierait qu'à google-maps.

Considérant que pour au moins un des parents, il s'avère que cette façon de déterminer la distance porte préjudice à leur inscription. Google-maps ne tenant pas compte d'une passerelle piétonne, donnerait une distance supérieure à celle parcourue sur le terrain. Considérant que - quand ils ont appelé les services de l'instruction - l'instruction publique a déclaré qu'aucune procédure de recours contre cette décision existe.

DECIDE :

Article unique

Qu'il faut élaborer ou adapter un règlement d'inscription, statuant sur les modalités d'inscription, explicitant clairement les priorités et conditions, reprenant les éléments suivants:

- Qu'en cas de litige, la distance parcourue sur le terrain est décisive, et prioritaire à celle déduite par google-maps (ou un autre outil);
- Les modalités de recours, avec étape ultime que les parents puissent être entendus par le collège qui a mandat ultime de décision sur le recours;

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer De Block,
Gemeenteraadslid PTB-PVDA, betreffende de inschrijvingsprocedure in de
immersieschool, Bonnestraat.

Het punt wordt verdaagd.

Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting

20.01.2016/A/0016 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Rekik, conseiller communal PS, relative à l'enseignement.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Rekik,

Conseiller communal PS, dont le texte suit :

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et messieurs les membres du Collège,
Mesdames et messieurs les Conseillers,

Assommée, la population de Molenbeek vit un des plus pénibles moments de son histoire contemporaine. Les dégâts liés à l'infect matraquage médiatique vont avoir des effets dévastateurs et des effets secondaires venimeux.

Ceci particulièrement chez les jeunes et les enfants, qui doivent grandir et se développer dans ce contexte qui voit leur commune, leur espace de vie, d'éducation, d'émancipation, constamment méprisée, stigmatisée, par les médias et certains dirigeants, qui laissent croire que Molenbeek est "le terreau du mal".

Les dommages collatéraux d'une pareille situation pourraient malheureusement induire un phénomène sociétal qui renforce les peurs, le repli et la sinistrose ambiante. N'oublions pas la manière dont les choses ont évolué au lendemain du 11 septembre! La stigmatisation, les amalgames et la psychose installés par certains décideurs conduisent au pire. Les spécialistes le mesurent aujourd'hui, un "effet Bush" est en marche au coeur de notre capitale.

Face à ces souffrances et traumatismes, les dispositifs communaux en charge de la jeunesse et de l'éducation doivent être à l'avant-garde pour valoriser les jeunes et leur redonner l'espoir d'avoir un rôle utile dans une société qui les respectera avec leur spécificité culturelle ou culturelle.

Nous remercions la Bourgmestre et le secrétariat communal pour l'organisation de la dernière section réunie. Celle-ci nous a permis de mesurer concrètement à quel point le travail assuré par les acteurs en première ligne a été conséquent. Nous félicitons et remercions aussi solennellement l'ensemble des acteurs communaux concernés pour leur travail et leur investissement.

Nous saluons particulièrement le travail des équipes éducatives en charge de l'instruction publique à Molenbeek et l'équipe de la LES. Instituteurs, enseignants, acteurs éducatifs et sociaux, directions d'école et responsables en charge de l'instruction publique ont fait preuve de professionnalisme et de sang froid dans un climat très tendu, surchargé émotionnellement encore par une couverture médiatique sans précédent.

Les derniers évènements mettent en lumière un mal qui affecte une série de nos jeunes et empoisonne nos sociétés modernes. Nous nous questionnons tous sur ce qui pousse des jeunes, il y a peu des enfants, à s'engager dans cette voie dramatique du terrorisme.

Imaginez un instant ce que ressentent les mamans et papas ayant perdu un enfant absorbé par ces conflits armés qui nous dépassent.

Imaginez un instant ce que doivent ressentir les enseignants et acteurs éducatif ayant été au plus près de ces enfants et jeunes pendant des années. C'est une course contre la montre pour nos enfants, pour les familles de notre commune et d'ailleurs que nous devons mener aujourd'hui. Nous devons fédérer les forces-parents, acteurs éducatifs et sociaux ainsi que politiques- pour éviter que de pareils schémas ne se reproduisent. La responsabilité est collective. Le problème est complexe. Le respect, la sagesse, le vivre

ensemble dans la paix, la solidarité doivent avoir une place centrale dans l'éducation! Car l'éducation et l'action sociale constituent le meilleur remède qui permettra d'éviter que d'autres destins sombrent vers le chaos.

Suite à ces événements, un programme global éducatif d'envergure doit impérativement voir le jour. C'est une urgence. Sans cela le pire est devant nous. Nous devons immuniser les enfants et les jeunes face à la haine et la violence au moyen de programmes éducatifs spécifiques adaptés à notre temps.

Ainsi, nous devons:

1. Mettre à disposition des enfants et des jeunes des sas d'expression libre et oser écouter leurs indignations.

2. Amorcer très vite une initiation à la géo-politique, pourquoi pas dès les classes de 5ème et

6ème primaires. Des experts spécialisés en la matière et des associations peuvent mettre à votre disposition des outils pédagogiques adaptés et clef-sur-porte utilisables par les instituteurs. Aujourd'hui, un enfant n'ayant pas une réponse à son interrogation plongera sur youtube ou Google avec le risque de tomber dans les filets d'une propagande haineuse et violente non constructive. Je vous invite à taper Syrie, Irak ou Libye sur youtube et vous comprendrez. Les enfants et les jeunes veulent comprendre le monde dans lequel nous vivons et ce dès le plus jeune âge. Ils entendent les informations et les discussions des adultes sur les conflits. Nous avons entendu la demande des enseignants concernant une formation plus poussée en ce sens et la soutenons. Je pense qu'une initiation à la géographie politique plus poussée s'impose particulièrement à Molenbeek.

3. Exiger au sein de la commune une réelle politique vis-à-vis de la jeunesse. Une politique jeunesse forte et à l'avant-garde des réalités de terrain. Les acteurs en charge de la jeunesse à Molenbeek font un travail formidable et courageux, cependant ils sont exténués et désemparés. Nombreuses sont les plaintes de ceux qui souffrent de travailler au quotidien avec des bouts de ficelles.

Les demandes des familles sont claires. Les requêtes des enseignants semblent être identifiées par les services.

Nous vous demandons de nous faire part de ce que vous comptez entreprendre à court terme et à long terme pour endiguer l'hémorragie de la détresse sociale et identitaire qui pousse certains jeunes aux drames qui nous secouent.

Au lendemain d'un état d'urgence ponctué de perquisitions agressives avec un déploiement militaro policier qualifié de traumatisant par la population, mais aussi par les acteurs éducatifs et sociaux ainsi que par les commerçants, quels sont les dispositifs que vous allez mettre sur pied pour panser les plaies du traumatisme subi par la population et surtout des plus jeunes? Quels espaces de dialogue avez-vous ouverts? Comment outillez-vous les acteurs pour éviter des dérives telles que celle qu'ont connue ces deux garçons emmenés manu militari au commissariat à Jette après un débat en classe?

Que pensez-vous concrètement initier dans les prochaines semaines et mois pour redorer l'image de Molenbeek?

Et que faites-vous pour que le "Plan Molenbeek" de Jan Jambon soit véritablement

adapté aux besoins de notre population? Que faites-vous pour qu'il n'aggrave pas la stigmatisation ressentie?

Que faites-vous pour qu'il n'entraîne pas de nouveaux traumatismes par des actions excessives?

Que faites-vous pour qu'il tienne compte de notre jeunesse?

Nader Rekik.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Rekik,
Gemeenteraadslid PS, betreffende het onderwijs.

De Raad neemt kennis.

20.01.2016/A/0017 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Dekens, Conseillère communale SP.A, relative aux nuisances dans le quartier des rues Deleaunoy, de l'Indépendance, Vanderdussen et Quatre Vents.

Le point est retiré de l'ordre du jour, en l'absence de Madame Dekens.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Dekens,
Gemeenteraadslid SP.A, betreffende de overlast in de wijk Deleaunoystraat,
Onafhankelijkheidstraat, Vanderdussenstraat, Vierwindenstraat.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mevrouw Dekens, waarvan de inhoud volgt:

Op 22 oktober 2014 interpelleerde ik u onder andere over de overlast die sommige huurders van het gebouw Bellevue, gelegen te Delaunoystraat 58, Molenbeek zijnde de Brussels Event Brewery (BEB) en een aantal Afrikaanse pinksterkerken veroorzaken in de wijk Delaunoystraat, Onafhankelijkheidstraat, Vanderdussenstraat, Vierwindenstraat. Op 21 januari 2015 keurde de gemeenteraad de ontwerpsamenwerkingsovereenkomst goed gesloten tussen de gemeente en de BEB, vertegenwoordigd door de heer Roland Bullman die dient gerespecteerd te worden bij openbare evenementen/soirees.

Artikel 2 van die overeenkomst vermeldt dat na 1 jaar de samenwerking zou geëvalueerd worden voorafgaand aan een eventuele verlenging van deze samenwerkingsovereenkomst. We zijn bijna 1 jaar verder dus ik veronderstel dat u gestart bent met deze evaluatie.

Artikelen 6 en 7 handelen over respectievelijk de openbare rust en veiligheid:

Krachtens artikel 6 van deze ontwerpsamenwerkingsovereenkomst moet de uitbater een meetsysteem moet plaatsen tegen een bepaalde datum in 2015. Het maximum geluidsniveau mag in geen geval de 90 decibels overschrijden binnen de vestiging. Verder dienen om 3 uur s'nachts de zalen volledig ontruimt te zijn tenzij uitzonderlijk schriftelijk akkoord van de gemeente.

Krachtens artikel 7 zijn alle kosten die gekoppeld zijn aan de inzet van politieagenten om de veiligheid te verzekeren in de omgeving van de vestiging tijdens het / de openbare evenement / soiree van meer dan 500 personen, voor rekening van de

uitbater.

Na de zomer 2015 verhoogde de geluidsoverlast enorm. Meerdere drum n base feesten werden er georganiseerd op vrijdag- en zaterdagavond. Jongeren van overal komen afgezakt naar deze feesten die bovendien niet alleen in de zaal maar ook in de parkingruimtes doorgaan. Geluidsoverlast, wildplassen, vuil overal in de straten, ... Meerdere Oosterse trouwfeesten werden tevens georganiseerd zodat de wijk weken aan een stuk minstens één weekendavond wakker ligt en soms twee.

Op 31 december 2015, de nacht waarop terreurniveau 3 gold voor onze politiediensten, het vuurwerk in de stad Brussel werd afgelast, was er een festival in de BEB: FCKNYE-festival dat vorig jaar (2014) doorging in Paleis 12 en nu in de BEB in Molenbeek tot 6u s'morgens! Bij de ontruiming van de zaal dienden al deze jongeren naar de eerste metro af te zakken, meestal onder invloed, ... De wijk daverde en danste dus opnieuw de hele nacht mee op de beats van het feest ...

De maat is nu echt vol ...

Ik heb volgende vragen:

Met betrekking tot de openbare evenementen/soirees:

- Wanneer werd de samenwerkingsovereenkomst effectief ondertekend?
- Op 17 juni 2015 veranderde de BEB van logo, veranderde ook de uitbater?
- Hoeveel aangiften van openbare evenementen en soirees heeft u ontvangen sinds het afsluiten van de overeenkomst?
- Hoeveel keer heeft u toegestaan dat het evenement mocht doorgaan tot 6u s'morgens?
- Tegen welke dat diende de BEB een meetsysteem te installeren? Is dit gebeurd? Zo ja, sinds wanneer? En zo ja, controleert u ook of dit gebruikt wordt?
- Hoeveel klachten heeft de politie geregistreerd in 2015? Hoeveel interventies heeft de politie gedaan?
- Hoeveel kosten heeft u gefactureerd aan de BEB wegens interventies omwille van geluidsoverlast en andere?
- Werd er een aanvraag ingediend voor 31 december 2015? Zo ja, hebt u dit feest toegestaan en bovendien toegestaan dat het feest mocht doorgaan tot 6u s'morgens? Hoe verantwoordt u deze toestemmingen gezien het terreurniveau 3, oudejaarsnacht en de onderbemanning van onze politiezone?

U verklaarde aan Brussel Nieuws op 27 januari 2015 dat er minder overlast zou zijn gezien de uitbater zich zou specialiseren in Oosterse trouwfeesten. Deze trouwfeesten die u catalogeert als privé-feesten veroorzaken echter heel wat geluidsoverlast door de muziek maar ook het gebruik van de poorten voor parking en catering waardoor de geluidsdichtheid van het gebouw verloren gaat.

- Geldt de nachtrust niet voor de wijk gezien het om een "privé-feest" gaat?
- Moet hier ook geen einduur gelden? Het meetsysteem in werking zijn, etc.?
- Men sluit de poorten (parking en catering) niet af zodat de muziek door de hele straat schalt. Wat gaat u daaraan doen?
- Zijn dit bovendien ook geen openbare evenementen gezien heel wat genodigden op deze feesten niet gekend zijn door het bruidskoppel en hun ouders?

Het punt wordt van de dagorde gehaald, wegens de afwezigheid van Mevrouw Dekens.

Levée de la séance publique à 24:20

Opheffing van de openbare zitting om 24:20

Le Secrétaire Communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Michel Eylenbosch